

La révocation de l'immatriculation prévue à l'article 2 du présent règlement prend effet dès qu'elle est constatée par écrit.

9. La décision de refuser de délivrer ou de révoquer un certificat d'immatriculation est transmise dans les meilleurs délais par le secrétaire à la personne concernée. Un avis écrit à l'effet qu'une telle décision a été rendue est envoyé aux autorités concernées.

10. Le présent règlement remplace le règlement sur les conditions et formalités de révocation de l'immatriculation en médecine (R.R.Q., 1981, M-9, r. 6).

11. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à *la Gazette officielle du Québec*.

40119

Projet de règlement

Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance
(L.R.Q., c. C-8.2)

Garderies

— Modifications

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le Règlement modifiant le Règlement sur les garderies dont le texte apparaît ci-dessous pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet prévoit le filtrage des demandeurs et titulaires de permis de garderie, des administrateurs et employés de garderie par le biais de vérifications effectuées par un corps de police du Québec afin de déterminer s'il existe chez ces personnes des comportements pouvant porter atteinte à la sécurité des enfants, des mises en accusation ou déclarations de culpabilité relativement à une infraction ou un acte criminels pouvant constituer un empêchement à la tenue d'une garderie ou à y occuper un emploi, selon le cas. Ce projet détermine les documents que doit fournir ou conserver un demandeur ou titulaire de permis à cet égard.

Ce projet vise à regrouper dans une nouvelle section les dispositions relatives à l'espace extérieur de jeu d'une garderie (aménagement, équipement, sécurité et entretien). Il introduit la notion d'aire de jeu, cette partie de l'espace dotée d'équipement de jeu, prévoit imposer les normes canadiennes en cette matière et requérir la production d'un certificat de conformité de l'aire et de l'équi-

pement de jeu à ces normes. Il prévoit que le titulaire de permis est tenu de se conformer à l'ensemble de ces normes au plus tard dans les trois ans qui suivent l'entrée en vigueur du règlement ou plus tôt, dans certains cas.

Ce projet vient modifier les dispositions portant sur la qualification des membres du personnel de garde tout en reconnaissant comme qualifiées les personnes qui, lors de l'entrée en vigueur du règlement, remplissent les exigences actuelles de qualification et, à certaines conditions, celles qui sont en voie de les remplir. Ce projet reprend les dispositions du règlement concernant la présence quotidienne de personnel qualifié auprès des enfants.

En ce qui a trait à l'administration des médicaments, ce projet prévoit le remplacement des protocoles sur l'administration d'acétaminophène et de solutions orales d'hydratation; le premier fait l'objet d'une mise à jour et le second est remplacé par un protocole sur l'application d'insectifuge. Ce projet étend la liste des médicaments qui peuvent être administrés du seul consentement écrit du parent et de ceux que le titulaire de permis peut lui-même fournir.

Enfin ce projet modifie les dispositions relatives au contenu de la fiche d'assiduité, prévoit des dispositions transitoires, pénales et de concordance.

Certaines mesures adoptées en vue d'assurer la sécurité des enfants ont un impact sur les PME que sont les garderies. Environ 51 des 478 garderies devront effectuer des travaux aux aires extérieures et équipements de jeu; dans la plupart des cas, il s'agira de démolition au coût de 1 000 \$. L'obligation de produire un certificat de conformité de l'aire extérieure et de l'équipement de jeu entraîne des coûts annuels de l'ordre de 500 \$ que les garderies sont en mesure d'assumer.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à madame Mariette Bety, Direction générale de la politique familiale, 1122, chemin Saint-Louis, 2^e étage, Québec (Québec) G1S 4Z5, téléphone: (418) 646-9384; télécopieur: (418) 644-5434.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir à la ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance et ministre de la Famille et de l'Enfance, 1122, chemin Saint-Louis, Québec (Québec) G1S 4Z5, avant l'expiration du délai de 45 jours à compter de la publication.

*La ministre d'État à la Solidarité sociale,
à la Famille et à l'Enfance et ministre
de la Famille et de l'Enfance,*
LINDA GOUPIL

Règlement modifiant le Règlement sur les garderies

Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance
(L.R.Q., c. C-8.2, a. 73, par. 1^o, 1.1, 1.2^o, 2^o, 5, 6^o, 10.2, 17^o, 18, 19.1^o et 24^o; 2002, c. 17, a. 18)*

1. L'article 1 du Règlement sur les garderies est modifié par la suppression, dans le paragraphe 4^o, des mots « , la date de naissance ».

2. L'article 2 de ce règlement est modifié :

1^o par le remplacement du paragraphe 4^o par le suivant :

« 4^o pour lui-même ou, s'il est une personne morale, pour chaque administrateur, l'attestation d'absence d'empêchement ou l'attestation de renseignements pouvant révéler un empêchement, prévue, selon le cas, par l'article 5.1 ou 5.2, contemporaine de la demande ; » ;

2^o par le remplacement du paragraphe 7^o par le suivant :

« 7^o un plan conforme et à l'échelle de l'espace extérieur de jeu visé au premier alinéa de l'article 47.2, accompagné :

a) d'un plan de localisation de cet espace illustrant sa situation par rapport à l'installation ainsi que la situation et l'aménagement de l'aire extérieure de jeu, s'il y a lieu ;

b) dans le cas de l'espace extérieur visé au paragraphe 2^o du premier alinéa de cet article, d'une copie du titre de propriété dûment inscrit, du bail ou de l'autorisation mentionnés à ce paragraphe ;

c) du certificat mentionné à l'article 47.4, contemporain de la demande, s'il y a lieu ; ».

3^o par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Dans le présent règlement, on entend par :

« attestation d'absence d'empêchement » : le document délivré par un corps de police du Québec attestant que les banques de données qui lui sont accessibles ne contiennent aucun renseignement nécessaire à l'établissement de la

présence d'un empêchement visé aux paragraphes 2^o et 3^o du premier alinéa de l'article 18.1 de la loi ou d'un empêchement au sens de ces dispositions visé à l'article 8 ;

« attestation de renseignements pouvant révéler un empêchement » : le document délivré par un corps de police du Québec faisant état des renseignements nécessaires à l'établissement de la présence d'un empêchement visé aux paragraphes 2^o et 3^o du premier alinéa de l'article 18.1 de la loi ou d'un empêchement au sens de ces dispositions visé à l'article 8, contenus dans les banques de données qui lui sont accessibles. ».

3. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 5, de ce qui suit :

« §1.1 *Qualité de titulaire de permis*

5.1. Lorsqu'une demande de délivrance de permis de garderie est présentée par une personne physique, cette personne doit faire effectuer, à son égard, une vérification des renseignements nécessaires à l'établissement d'un empêchement visé aux paragraphes 2^o et 3^o de l'article 18.1 de la loi et remettre au ministre une attestation d'absence d'empêchement ou, à défaut, une attestation de renseignements pouvant révéler un empêchement, afin qu'il en apprécie le contenu.

Le titulaire de permis doit fournir une nouvelle attestation lorsque le ministre, étant informé de changements relatifs aux renseignements visés au premier alinéa, l'en requiert.

5.2. Lorsqu'une demande de permis est présentée par une personne morale, tout administrateur doit consentir par écrit à la vérification, à la demande du demandeur de permis, des renseignements nécessaires à l'établissement d'un empêchement visé aux paragraphes 2^o et 3^o de l'article 18.1 de la loi. Il doit aussi, selon le cas, consentir à la communication de l'attestation d'absence d'empêchement au demandeur de permis et au ministre ou remettre l'attestation de renseignements pouvant révéler un empêchement au demandeur de permis et consentir à sa communication au ministre, afin qu'il en apprécie le contenu.

Tout administrateur est également soumis aux obligations prescrites ci-dessus, compte tenu des adaptations nécessaires, lorsque, en application des articles 5.3 et 6, le titulaire de permis doit fournir une telle attestation à son égard.

5.3. Lors d'un changement d'administrateur, le titulaire de permis doit, dans un délai de 45 jours du changement, fournir, à l'égard du nouvel administrateur, les renseignements et documents prévus aux paragraphes 4^o des articles 1 et 2.

* Les dernières modifications au Règlement sur les garderies édicté par le décret n^o 1971-83 du 28 septembre 1983 (1983, G.O. 2, 4269) ont été apportées par le décret n^o 1065-99 du 15 septembre 1999, (1999, G.O. 2, 4391). Pour les modifications antérieures, voir le « Tableau des modifications et Index sommaire », Éditeur Officiel du Québec, 2002, à jour au 1^{er} septembre 2002.

Il doit aussi fournir une nouvelle attestation concernant un administrateur lorsque le ministre, étant informé de changements relatifs aux renseignements visés au premier alinéa de l'article 5.2, l'en requiert.».

4. L'article 6 de ce règlement est remplacé par le suivant :

«**6.** Une demande de renouvellement d'un permis de garderie doit être présentée au moins 90 jours avant la date d'expiration du permis avec les renseignements et documents prévus aux paragraphes 4^o des articles 1 et 2. Elle doit également être accompagnée des autres renseignements et documents déterminés à l'article 2 lorsque ceux qui ont été produits antérieurement ne sont plus exacts ou sont incomplets.».

5. L'article 8 de ce règlement est remplacé par le suivant :

«**8.** Toute personne qui travaille dans une garderie pendant les heures d'ouverture, y compris un stagiaire et un bénévole qui s'y présente régulièrement, ne doit pas être l'objet d'un empêchement au sens des paragraphes 2^o et 3^o du premier alinéa de l'article 18.1 de la loi ayant, dans ce dernier cas, un lien avec les aptitudes requises et la conduite nécessaire pour occuper un emploi dans une garderie, à moins qu'il ne s'agisse d'un acte ou d'une infraction criminels, autres que ceux mentionnés à l'annexe de la Loi sur le casier judiciaire (L.R.C. (1985), c. C-47), pour lequel elle a obtenu le pardon.

8.1. Avant son embauche, cette personne doit consentir par écrit à la vérification, à la demande du demandeur ou du titulaire de permis, des renseignements nécessaires à l'établissement d'un empêchement au sens des paragraphes 2^o et 3^o du premier alinéa de l'article 18.1 de la loi. Elle doit aussi, selon le cas, consentir à la communication de l'attestation d'absence d'empêchement au demandeur ou au titulaire de permis ou soumettre à son appréciation l'attestation de renseignements pouvant révéler un empêchement.

Après son embauche, elle est également tenue aux obligations prescrites ci-dessus lorsque l'attestation date de trois ans ou plus ou lorsque, en application de l'article 8.3, le titulaire de permis doit faire effectuer une nouvelle vérification à son égard.

8.2. Toute personne qui effectue régulièrement le transport des enfants pour le compte du titulaire de permis est soumise aux obligations prescrites par les articles 8 et 8.1, compte tenu des adaptations nécessaires.

8.3. Le titulaire de permis doit fournir une nouvelle attestation concernant une personne visée aux articles 8 et 8.2 lorsque le ministre, étant informé de changements relatifs aux renseignements visés par l'article 8.1, l'en requiert.».

6. L'article 9 de ce règlement est remplacé par les suivants :

«**9.** Dans une garderie, le titulaire de permis doit s'assurer qu'au moins un membre de son personnel de garde sur trois possède l'une des qualifications suivantes :

1^o un diplôme d'études collégiales en techniques d'éducation à l'enfance ou en techniques d'éducation en services de garde ;

2^o un diplôme d'études collégiales en techniques d'éducation spécialisée joint à une attestation d'études collégiales en techniques d'éducation à l'enfance ou en techniques d'éducation en services de garde ou à un certificat universitaire dans le domaine de la petite enfance ou de l'éducation en milieu de garde ;

3^o une attestation d'études collégiales en techniques d'éducation à l'enfance ou en techniques d'éducation en services de garde à la suite d'une formation d'une durée minimale de 1 200 heures, un certificat universitaire dans le domaine de la petite enfance ou de l'éducation en milieu de garde ou en Child Studies joint à trois années d'expérience, à temps complet ou l'équivalent, dans des fonctions de mise en application d'un programme d'activités éducatives auprès de groupes d'enfants d'âge préscolaire dans un service de garde en milieu familial tenu par une personne reconnue par le titulaire d'un permis d'agence de services de garde en milieu familial avant le 1^{er} septembre 1999, ou, après, par le titulaire d'un permis de centre de la petite enfance, délivrés en vertu de la loi, dans une garderie ou un centre de la petite enfance tenus par le titulaire d'un permis délivré en vertu de la loi ou dans une prématernelle, une maternelle ou un service de garde en milieu scolaire tenus par un établissement reconnu par le ministère de l'Éducation ;

4^o un baccalauréat comprenant au minimum une mineure dans un des champs d'études suivants : petite enfance, éducation préscolaire, psycho-éducation, développement de l'enfant (psychologie) et adaptation scolaire et sociale, incluant ou joint à trois cours de niveau universitaire ou collégial d'une durée minimale de 45 heures chacun portant respectivement sur la santé de l'enfant, sa sécurité et sur l'approche éducative ;

5° une attestation d'études collégiales pour les éducatrices en services à l'enfance autochtone.

9.0.1. Est réputé posséder les qualifications visées à l'article 9 le membre du personnel de garde qui remplit les conditions suivantes :

1° avoir été à l'emploi, entre le 19 octobre 1983 et le 19 octobre 1988, à 60 % ou plus du temps complet, d'un ou plusieurs titulaires de permis de service de garde en garderie en étant affecté à la mise en application du programme d'activités auprès des enfants ;

2° avoir réussi un cours de niveau collégial ou universitaire d'une durée minimale de 45 heures dans chacun des domaines suivants :

- a) le développement de l'enfant ;
- b) l'hygiène et la santé du jeune enfant ;
- c) l'élaboration de programmes d'activités pour les enfants d'âge préscolaire ;
- d) les services de garde au Québec.

9.0.2. Toute personne qui, le (*indiquer ici la date qui précède d'un jour la date d'entrée en vigueur du présent règlement*), possède l'une des qualifications visées par l'article 9 tel qu'il se lisait à cette date, est réputée posséder la qualification prévue par l'article 9.

Il en est de même pour la personne qui, le (*indiquer ici la date qui précède d'un jour la date d'entrée en vigueur du présent règlement*), a obtenu une attestation en techniques de garderie ou en techniques familiales et qui compte trois années d'expérience, à temps complet ou l'équivalent, dans des fonctions de mise en application d'un programme d'activités auprès de groupes d'enfants d'âge préscolaire dans un service de garde, un établissement de santé, de services sociaux ou d'éducation.

9.0.3. Toute personne qui, le (*indiquer ici la date qui précède d'un jour la date d'entrée en vigueur du présent règlement*), est inscrite à un programme d'études conduisant à l'une des qualifications visées par l'article 9 tel qu'il se lisait à cette date, est réputée posséder cette qualification à la date où elle complète ce programme, pourvu qu'elle le complète avant le (*indiquer ici la date qui suit de deux ans l'entrée en vigueur du présent règlement*).

9.0.4. Toute personne qui, le (*indiquer ici la date qui précède d'un jour la date d'entrée en vigueur du présent règlement*), est inscrite à l'un des cours conduisant à la qualification visée par le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 9 tel qu'il se lisait à cette date, est réputée posséder cette qualification à la date où elle termine ces cours, pourvu qu'elle les termine avant le (*indiquer ici la date qui suit de deux ans l'entrée en vigueur du présent règlement*).

9.0.5. Toute personne qui, le (*indiquer ici la date qui précède d'un jour la date d'entrée en vigueur du présent règlement*) est en voie d'acquérir l'expérience conduisant à la qualification visée par le paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 9 tel qu'il se lisait à cette date ainsi que celle qui, à cette date, a obtenu une attestation en techniques de garderie ou en techniques familiales sont réputées posséder cette qualification à la date où elles acquièrent les trois années d'expérience qui y sont prévues, pourvu qu'elles les acquièrent avant le (*indiquer ici la date qui suit de deux ans l'entrée en vigueur du présent règlement*).

9.0.6. Le titulaire d'un permis de garderie doit s'assurer que le membre du personnel de garde sur trois qui possède l'une des qualifications prévues par l'article 9 est présent chaque jour auprès des enfants durant au moins la moitié des heures d'ouverture.

Lorsque le nombre de membres du personnel de garde est inférieur à trois, au moins un de ces membres doit posséder l'une des qualifications prévues par l'article 9. ».

7. L'article 9.1 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 1° du premier alinéa, de « 9 » par « 9 à 9.05 » ;

2° par le remplacement du paragraphe 2° du premier alinéa par le suivant :

« 2° pour chaque personne visée par les articles 8 et 8.2, l'attestation datant de moins de trois ans prévue par l'article 8.1 et, dans le cas de l'attestation de renseignements pouvant révéler un empêchement, accompagnée d'une déclaration du titulaire de permis ou d'une copie certifiée conforme de la résolution du conseil d'administration attestant que cette personne n'est pas l'objet d'un empêchement visé à l'article 8 ; ».

8. L'article 17 de ce règlement est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

«Malgré le premier alinéa, de l'acétaminophène peut être administré et de l'insectifuge être appliqué à un enfant reçu, sans autorisation médicale, pourvu qu'ils le soient conformément au protocole prévu à l'annexe I. Des gouttes nasales salines et solutions orales d'hydratation peuvent être administrées et de la crème pour le siège à base d'oxyde de zinc, de la lotion calamine et de la crème solaire sans PABA être appliquées à un enfant reçu, sans autorisation médicale, pourvu qu'elles le soient avec l'autorisation écrite du parent.».

9. L'article 19 de ce règlement est modifié par l'insertion, dans le premier alinéa et après le mot «hydratation», des mots «, l'insectifuge, la lotion calamine, la crème pour le siège à base d'oxyde de zinc».

10. L'article 26 de ce règlement est remplacé par le suivant :

«**26.** Le titulaire d'un permis de garderie doit s'assurer que toute structure d'escalade, balançoire, glissoire ou tout autre équipement de même nature installé à l'intérieur et prévu pour un usage intérieur a des surfaces lisses et non tranchantes, est sécuritaire et placé sur une surface pouvant absorber l'impact d'une chute.».

11. L'article 28 de ce règlement est modifié par le remplacement du mot «soit», par les mots «portative est».

12. L'article 41 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, du mot «jeux» par le mot «jeu».

13. L'article 43 de ce règlement est abrogé.

14. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 47, de ce qui suit :

«SECTION V.1 AMÉNAGEMENT, ÉQUIPEMENT, ENTRETIEN ET SÉCURITÉ DE L'ESPACE EXTÉRIEUR DE JEU ET DE L'AIRE EXTÉRIEURE DE JEU

47.1. Dans la présente section, on entend par «aire extérieure de jeu» la partie de l'espace extérieur de jeu dotée d'équipement de jeu destiné aux enfants fréquentant le service.

47.2. Le titulaire d'un permis de garderie doit mettre à la disposition des enfants l'un ou l'autre des espaces suivants :

1° un espace extérieur de jeu entouré d'une clôture sécuritaire d'au moins 1,20 m de hauteur et attenant au bâtiment où sont situés les locaux où il offre les services de garde en garderie ;

2° un espace extérieur de jeu entouré d'une clôture sécuritaire d'au moins 1,20 m de hauteur situé à moins de 500 m de l'installation auquel il a accès pendant les heures d'ouverture de la garderie en raison d'un titre de propriété dûment inscrit, un bail d'une durée minimale de 5 ans ou une autorisation écrite lui assurant l'accès gratuitement pour la même durée ;

3° un espace extérieur de jeu pour enfants, situé à moins de 500 m de l'installation, dans un parc public, délimité par une clôture et accessible pendant les heures d'ouverture de la garderie.

Cet espace doit être aménagé de façon adéquate et sécuritaire et, s'il est doté d'une aire extérieure de jeu, celle-ci doit être adaptée à l'âge des enfants reçus.

La superficie minimale de l'espace visé aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa doit être de 4 m² par enfant en considérant que l'on puisse y recevoir, en même temps, au moins le tiers du nombre maximum d'enfants indiqué au permis.

La distance de 500 m, mentionnée aux paragraphes 2° et 3° du premier alinéa, est mesurée entre l'espace extérieur de jeu et le bâtiment où est située la garderie par le plus court chemin normalement employé pour parcourir à pied la distance.

47.3. Le titulaire d'un permis de garderie doit s'assurer que l'aire extérieure de jeu et l'équipement de jeu y situé satisfont à la norme «Aires et équipement de jeu, Association canadienne de normalisation, Etobicoke 1998, CAN/CSA-Z614-98».

Il doit de plus se conformer à cette norme en ce qui a trait aux inspections et à l'entretien et tenir tous les registres qui y sont prévus.

47.4. Le titulaire d'un permis de garderie doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, remettre au ministre un certificat datant de moins de quatre mois attestant que l'aire extérieure de jeu et l'équipement de jeu qui s'y trouve respectent les prescriptions du deuxième alinéa de l'article 47.2 et du premier alinéa de l'article 47.3. Ce certificat est délivré par un architecte, un ingénieur ou un technologue, membres de leur ordre professionnel respectif, ou par un architecte paysagiste membre de l'Association des architectes paysagistes du Québec par laquelle il est habilité à cette fin.

47.5. Le titulaire d'un permis de garderie doit aviser le ministre par écrit, dans un délai de 10 jours, de tout changement affectant l'aire extérieure ou l'équipement de jeu. Il doit, sur demande, remettre au ministre, un nouveau certificat, conforme aux exigences de l'article 47.4.

47.6. Lorsque, à l'occasion d'une demande de délivrance de permis ou en application de l'article 47.5, un certificat délivré après le 1^{er} mars d'une année est produit, le titulaire de permis est dispensé, cette année, de l'application de l'article 47.4.

47.7. Les articles 47.3 à 47.5 ne s'appliquent pas à l'aire extérieure de jeu située dans un parc public.

47.8. Le titulaire d'un permis de garderie doit s'assurer que les membres de son personnel de garde surveillent les enfants et leur portent une attention constante lorsqu'ils utilisent de l'équipement de jeu. ».

15. L'article 49 de ce règlement est modifié par la suppression, dans le premier alinéa, du paragraphe 3°.

16. L'article 51 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **51.** Le titulaire d'un permis de garderie qui contrevient à l'une des dispositions des articles 9, 9.0.6, 9.1 à 13, 15, 19, 19.2 à 36, 39 à 42, 44 à 47, des paragraphes 1° et 2° de l'article 47.2, des articles 47.3 à 47.5, 47.8, 48 ou 49 est passible de l'amende prévue à l'article 74.9 de la loi. ».

17. L'article 56 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de « article 43 » par « article 47.2 » ;

2° par le remplacement, partout où il se trouve, du mot « jeux » par le mot « jeu ».

18. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 56, des suivants :

« **56.1.** Le titulaire de permis de garderie doit, au plus tard le (*indiquer ici la date qui suit de 45 jours la date de l'entrée en vigueur du présent règlement*), à son égard ou, s'il est une personne morale, à l'égard de chaque administrateur, remettre au ministre l'attestation prévue par l'article 5.1 ou 5.2, selon le cas. Les obligations prévues à l'article 5.1 ou 5.2, selon le cas, s'appliquent à la personne visée ci-dessus.

56.2. À moins qu'il ne dispose d'une attestation d'absence d'empêchement ou d'une attestation de renseignements pouvant révéler un empêchement datant de moins de trois ans, le titulaire de permis de garderie doit, au plus tard le (*indiquer ici la date qui suit de 45 jours la date de l'entrée en vigueur du présent règlement*), faire effectuer une vérification des renseignements nécessaires à l'établissement de tout empêchement visé à l'article 8 à l'égard de chaque personne qui travaille dans la garderie pendant les heures d'ouverture ou qui transporte régulièrement les enfants pour le compte du titulaire de permis et conserver les attestations qui en résultent après les avoir appréciées. Les obligations prévues à l'article 8.1 s'appliquent à la personne visée ci-dessus, compte tenu des adaptations nécessaires.

56.3. Le titulaire d'un permis de garderie qui, au (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent règlement*) avait doté l'aire extérieure de jeu d'équipement, n'est tenu de se conformer aux articles 7.1 à 7.5, 7.7 et 9.1 à 9.6 de la norme mentionnée à l'article 47.3 que le (*indiquer ici la date qui suit de trois ans la date de l'entrée en vigueur du présent règlement*). Toutefois, il doit s'y conformer dès lors qu'il répare l'équipement, le remplace ou y ajoute des éléments.

19. Le protocole intitulé « 1. PROTOCOLE POUR L'ADMINISTRATION D'ACÉTAMINOPHÈNE » de l'annexe I de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 1. PROTOCOLE POUR L'ADMINISTRATION D'ACÉTAMINOPHÈNE

Acétaminophène est le nom générique du médicament commercialement offert sous les marques suivantes : Atasol, Temptra, Tylénol et autres marques maison.

Le Règlement sur les garderies prévoit que l'acétaminophène peut être administré à un enfant reçu dans une garderie, sans autorisation médicale, pourvu qu'il le soit conformément au présent protocole et que le parent y consente par écrit.

Le parent n'est pas tenu de consentir à l'application du protocole. Toutefois, si le parent ne signe pas le formulaire d'autorisation, ce médicament ne pourra être administré à son enfant que si lui-même et un membre du Collège des médecins du Québec donnent leur autorisation par écrit.

RÈGLES DE BASE À RESPECTER

Selon le présent protocole, l'acétaminophène ne peut être administré que pour atténuer la fièvre. Il ne peut être administré :

- à des enfants de moins de deux mois ;
- pour soulager la douleur ;
- pendant plus de 48 heures consécutives (deux jours) ;
- à des enfants ayant reçu un médicament contenant de l'acétaminophène dans les quatre heures précédentes.

Dans ces quatre cas, le protocole ne s'applique pas et des autorisations médicales et parentales écrites sont requises pour administrer le médicament.

La garderie peut avoir son propre contenant d'acétaminophène ; la marque de commerce, la forme (gouttes, comprimés, sirop) et la concentration doivent alors être inscrites sur le formulaire d'autorisation.

Afin d'éviter toute confusion, la garderie devrait n'avoir qu'un seul type d'acétaminophène liquide : gouttes ou sirop. Si elle reçoit des enfants de moins de 24 mois, il est recommandé d'utiliser les gouttes plutôt que le sirop. Si elle choisit d'utiliser le sirop pour les autres enfants, il est recommandé d'utiliser une seule concentration.

On ne doit en aucun cas dépasser la posologie indiquée ci-après ou celle qui figure sur le contenant du médicament.

On ne doit jamais fragmenter un comprimé destiné aux adultes pour l'administrer à un enfant. On pourrait ainsi fausser le dosage : une dose insuffisante n'atteindrait pas le résultat escompté ou, au contraire, une surdose pourrait présenter de sérieux risques pour l'enfant.

Il est important de toujours vérifier la concentration d'acétaminophène et de suivre la posologie inscrite sur le contenant puisque de nouveaux produits plus ou moins puissants peuvent apparaître sur le marché. De plus, si la marque choisie existe en plus d'une concentration, il est recommandé de n'en utiliser qu'une seule.

L'administration de l'acétaminophène doit être inscrite au registre des médicaments prévu par le règlement. Il faut communiquer l'information au parent.

CE QU'IL FAUT SAVOIR

Qu'est-ce qu'une température normale ?

La variation normale de la température diffère selon la méthode utilisée. Le tableau ci-dessous illustre cette variation.

Méthode utilisée	Variation normale de la température
Rectale	37,2 °C à 37,5 °C
Orale	35,5 °C à 37,5 °C
Axillaire (sous l'aisselle)	34,7 °C à 37,0 °C
Tympanique (dans l'oreille)	35,8 °C à 37,5 °C

Qu'est-ce que la fièvre ?

La fièvre est une température du corps plus élevée que la normale. Cette dernière peut cependant varier quelque peu selon les enfants, la période de la journée, la température extérieure et le niveau d'activités. La cause de la fièvre demeure toutefois plus importante que le degré.

On considère généralement qu'il y a fièvre si la température rectale, orale ou tympanique est supérieure à 38,0 °C ou si la température axillaire est supérieure à 37,5 °C.

La seule façon sûre de mesurer la fièvre est de prendre la température. La température d'un enfant doit être vérifiée chaque fois que son état général (pleurs difficiles à apaiser, perte d'énergie, altération de l'état général, diminution de l'appétit, etc.) ou que des symptômes physiques (rougeurs aux joues, chaleur excessive de la peau, sueurs) permettent de soupçonner qu'il est fiévreux. Il est recommandé de :

- prendre la température par voie rectale chez les enfants de moins de deux ans ;
- prendre la température par voie rectale, tympanique ou axillaire pour les enfants qui ont entre deux et cinq ans ;
- prendre la température par voie orale chez les enfants de plus de cinq ans ;
- utiliser le thermomètre approprié ;
- toujours utiliser des embouts de plastique jetables car ils sont plus hygiéniques ; sinon, désinfecter adéquatement le thermomètre entre chaque usage ;

— si l'enfant vient de faire une activité physique, attendre une quinzaine de minutes; la température de son corps pourrait être plus élevée que la normale si on prend sa température immédiatement après l'activité;

— toujours respecter la durée indiquée selon le thermomètre utilisé pour prendre la température, car cette durée peut varier d'un thermomètre à l'autre. On recommande le thermomètre numérique qui demande moins de temps pour la prise de température.

CE QU'IL FAUT FAIRE

Si l'on note un début d'élévation de température corporelle (c'est-à-dire si la température rectale, orale ou tympanique se situe entre 37,5 °C et 38,0 °C ou entre 37 °C et 37,5 °C pour la température axillaire) et si l'état général de l'enfant est bon et qu'il n'exige pas de précautions particulières du point de vue médical, il suffit de :

— habiller l'enfant confortablement;

— le faire boire plus souvent (eau, jus de fruits ou lait);

— surveiller l'enfant et reprendre la température après 60 minutes ou plus tôt si son état général semble se détériorer;

— informer les parents de l'état de l'enfant.

Si l'enfant a moins de deux mois et s'il s'agit de fièvre, c'est-à-dire, si la température rectale est supérieure à 38,0 °C (37,5 °C pour la température axillaire), il faut :

— appliquer les mesures énumérées ci-dessus en cas d'élévation de température (habiller confortablement; faire boire et surveiller);

— prévenir immédiatement le parent, leur demander de venir chercher l'enfant et, dans l'intervalle, appliquer les mesures indiquées précédemment;

— si le parent ne peut venir chercher l'enfant, appeler les personnes qu'il a désignées en cas d'urgence et si on ne peut les joindre, conduire l'enfant à un service médical, au CLSC ou à l'urgence d'un centre hospitalier; ne pas administrer d'acétaminophène à moins d'une autorisation médicale écrite pour cet enfant.

Si l'enfant a deux mois ou plus et s'il s'agit de fièvre, c'est-à-dire si la température rectale, orale ou tympanique est supérieure à 38,0 °C (37,5 °C pour la température axillaire), il faut :

— appliquer les mesures énumérées ci-dessus en cas d'élévation de température (habiller confortablement; faire boire et surveiller);

— informer le parent de l'état de l'enfant;

— administrer de l'acétaminophène selon la posologie indiquée ci-dessous, ou selon la posologie inscrite sur le contenant du médicament et conformément aux règles prévues par le présent protocole;

— une heure après l'administration de l'acétaminophène, prendre de nouveau la température et si elle demeure élevée, demander au parent de venir chercher l'enfant. Si on ne peut pas le joindre, appeler les personnes qu'il a désignées en cas d'urgence et, si on ne peut les joindre, conduire l'enfant à un service médical, au CLSC ou à l'urgence d'un centre hospitalier.

Lorsqu'on administre de l'acétaminophène, il faut :

— toujours expliquer à l'enfant avec des mots simples, adaptés à son âge, le lien entre son état, le médicament à prendre et le résultat escompté;

— se laver les mains avant de manipuler le médicament;

— bien vérifier la concentration, la posologie et la date d'expiration inscrite sur le contenant du médicament;

— verser le médicament (gouttes ou sirop) dans une cuillère graduée en ml et l'administrer à l'enfant; il ne faut jamais mettre le compte-gouttes directement dans la bouche de l'enfant sauf s'il s'agit d'un compte-gouttes à usage unique. La cuillère utilisée doit être lavée à l'eau très chaude après usage;

Ou

— s'il s'agit d'un comprimé, le déposer dans un gobelet et le faire prendre ensuite à l'enfant. Si celui-ci le désire, il peut boire un peu d'eau après l'avoir pris;

— se laver les mains après l'administration du médicament.

ACÉTAMINOPHÈNE : POSOLOGIE

Poids	Gouttes 80 g/ml	CONCENTRATION Sirop		Comprimés	
		80 g/5ml	160 g/5ml	80 mg/compr.	160 mg/compr.
2,4 – 5,4kg	0,5 ml (40 mg)	2,5 ml (40 mg)	1,25 ml (40 mg)	-	-
5,5 – 7,9kg	1,0 ml (80 mg)	5,0 ml (80 mg)	2,5 ml (80 mg)	-	-
8,0 – 10,9 kg	1,5 ml (120 mg)	7,5 ml (120 mg)	3,75 ml (120 mg)	-	-
11,0 – 15,9 kg	2,0 ml (160 mg)	10,0 ml (160 mg)	5 ml (160 mg)	2 compr. (160 mg)	1 compr. (160 mg)
16,0 – 21,9 kg	3,0 ml (240 mg)	15,0 ml (240 mg)	7,5 ml (240 mg)	3 compr. (240 mg)	1,5 compr. (240 mg)
22,0 – 26,9 kg	4,0 ml (320 mg)	20 ml (320 mg)	10 ml (320 mg)	4 compr. (320 mg)	2 compr. (320 mg)
27,0 – 31,9 kg	5 ml (400 mg)	25,0 (400 mg)	12,5 ml (400 mg)	5 compr. (400 mg)	2,5 compr. (400 mg)
32,0 – 43,9 kg	6 ml (480 mg)	30,0 ml (480 mg)	15,0 ml (480 mg)	6 compr. (480 mg)	3 compr. (480 mg)

– On peut répéter la dose unitaire aux quatre heures.

– Ne pas dépasser six doses par période de 24 heures

– La posologie indiquée ci-dessus est basée sur une dose maximale de 10 à 15 mg / kg / dose.

**MISE EN GARDE
L'ACÉTAMINOPHÈNE PAR RAPPORT À
L'IBUPROFÈNE OU À D'AUTRES
MÉDICAMENTS**

IBUPROFÈNE :

— Comme il y a une grande distinction à faire entre l'acétaminophène et l'ibuprofène, une mise en garde est nécessaire.

— Même si ces deux médicaments ont des propriétés antipyrétiques (propriété de soulager la fièvre), il est important de ne pas les confondre étant donné qu'ils n'appartiennent pas à la même classe de médicaments et

n'agissent pas de la même manière. On ne peut en aucun cas substituer l'ibuprofène à l'acétaminophène pour les raisons suivantes :

– L'acétaminophène et l'ibuprofène ne sont pas de la même classe de médicaments ;

– L'ibuprofène est un anti-inflammatoire non-stéroïdien (AINS) ;

– Le dosage et la fréquence d'administration des deux médicaments sont différents ;

– Il est reconnu que tous les AINS peuvent affecter les fonctions respiratoires ; l'ibuprofène est donc contre-indiqué pour les personnes qui souffrent ou ont déjà souffert d'asthme ;

— Une sensibilité croisée entre les salicylates et l'ibuprofène a été observée (réaction allergique);

— Il faut donc être vigilant dans l'application du présent protocole et ne jamais confondre l'ibuprofène et l'acétaminophène ni substituer l'un à l'autre.

— À noter que ce protocole peut être appliqué tel quel même si l'enfant a reçu de l'ibuprofène à la maison avant d'arriver à la garderie, et ce, peu importe le temps écoulé. Il n'y a donc aucune contre-indication ni aucun danger à donner de l'acétaminophène à un enfant qui a reçu de l'ibuprofène précédemment, puisque les deux médicaments n'agissent pas de la même façon.

AUTRES MÉDICAMENTS

— Il existe de plus en plus de médicaments sur le marché contenant de l'acétaminophène en combinaison avec un autre produit pharmaceutique, ce qui nécessite une plus grande vigilance dans l'application du présent protocole. Par exemple, plusieurs sirops contre la toux contiennent de l'acétaminophène.

— Il est donc important qu'il y ait une bonne communication entre les parents et la personne autorisée à administrer le médicament. Celle-ci doit savoir quel médicament a été donné à l'enfant dans les quatre heures précédant son arrivée à la garderie. De cette façon, elle peut appliquer le protocole en toute sécurité pour la santé et le bien-être de l'enfant.

— Si dans les quatre heures suivant l'arrivée de l'enfant, la personne autorisée à administrer le médicament constate qu'il a de la fièvre et si elle a été informée que l'enfant a déjà pris un sirop ou un autre médicament, elle peut communiquer avec un pharmacien pour obtenir l'information nécessaire sur ce médicament. Elle pourra ainsi appliquer ce protocole.

FORMULAIRE D'AUTORISATION POUR L'ADMINISTRATION DE L'ACÉTAMINOPHÈNE

Le parent n'est pas tenu de consentir à l'application du protocole. Toutefois, s'il ne signe pas le formulaire d'autorisation, l'acétaminophène ne pourra être administré à son enfant à moins que lui-même et un membre du Collège des médecins du Québec ne donnent leur autorisation par écrit. Il peut limiter la période de validité de l'autorisation en inscrivant la durée d'application à la rubrique prévue à cette fin.

J'autorise _____
(nom de la garderie)

à administrer à mon enfant, conformément au présent protocole, de l'acétaminophène vendu sous le nom commercial suivant :

Marque de commerce, forme (gouttes, sirop ou comprimés) et concentration

Nom et prénom de l'enfant

Durée de l'autorisation

_____/_____/_____
Signature du parent

_____/_____/_____
Date

Ce protocole, préparé par le ministère de la Famille et de l'Enfance, a été approuvé par un groupe de travail composé de représentantes du réseau de la santé et des services sociaux et des services de garde à l'enfance. L'information qu'il contient correspond à l'état des connaissances sur le sujet en 2002.

20. Le protocole intitulé «2. PROTOCOLE POUR L'ADMINISTRATION DE SOLUTIONS ORALES D'HYDRATATION» de l'annexe I de ce règlement est remplacé par le suivant :

«2. PROTOCOLE POUR L'APPLICATION D'INSECTIFUGE

Le Règlement sur les garderies permet l'application d'un insectifuge sur un enfant reçu dans une garderie, sans autorisation médicale, pourvu qu'il le soit conformément au présent protocole et que le parent y consente par écrit.

Le parent n'est pas tenu de consentir à l'application du protocole. Toutefois, si le parent ne signe pas le formulaire d'autorisation, l'insectifuge ne pourra être appliqué sur son enfant que si lui-même et un membre du Collège des médecins du Québec donnent leur autorisation par écrit.

LES RÈGLES DE BASE À RESPECTER

L'insectifuge utilisé doit obligatoirement contenir du DEET (N,N-diéthyl-m-toluamide) d'une concentration inférieure à 10 % ; il faut lire attentivement l'étiquette du produit puisque la concentration de DEET peut varier grandement d'un produit à un autre.

La garderie peut avoir son propre contenant d'insectifuge : la marque de commerce, la forme (lotion, crème, gel, vaporisateur ou aérosol) et la concentration du produit actif DEET doivent alors être inscrites sur le formulaire d'autorisation. Afin d'éviter toute confusion, il est recommandé de n'avoir qu'un seul type d'insectifuge.

Les applications répétées ou excessives d'insectifuge ne sont pas nécessaires pour qu'il soit efficace; il est donc recommandé de n'en appliquer qu'une mince couche sur la peau. Il ne faut pas non plus utiliser ces produits pendant des périodes prolongées.

L'insectifuge ne peut en aucun cas être appliqué :

- Dans les yeux ou sur les muqueuses;
- Sur des plaies ouvertes ou sur une peau présentant des lésions;
- Sur une peau irritée ou brûlée par le soleil;
- Sous les vêtements;
- Sur les mains;
- En quantité excessive

Il ne peut l'être sur un enfant de moins de deux ans, sans l'autorisation écrite du parent et d'un médecin. Le protocole ne s'applique donc pas pour un enfant de cet âge.

Les insecticides et les pesticides sont conçus pour les terrains ou l'intérieur des maisons et ne doivent pas être appliqués sur le corps.

Il faut d'abord tester les produits à base de DEET sur une petite partie de la peau en appliquant une petite quantité, de préférence sur la partie interne de l'avant-bras, et attendre entre huit et douze heures. Il est donc conseillé de faire le test en matinée pour s'assurer que l'insectifuge est bien toléré par les enfants durant la journée; il est important de prévenir les parents que le test a lieu ce jour-là. De plus, ce test doit se faire tôt au printemps bien avant l'application du protocole. S'il y a réaction, on doit laver immédiatement la peau traitée et consulter un médecin en prenant soin de lui donner la liste des ingrédients contenus dans le produit.

On ne doit jamais combiner insectifuge et écran solaire. Il faut donc éviter tout produit du genre « 2 dans 1 », à la fois insectifuge et écran solaire. Pour bien protéger contre les effets néfastes du soleil, un écran solaire doit être appliqué en abondance sur la peau exposée et sous les vêtements, contrairement à l'insectifuge qu'il faut appliquer en petites quantités et jamais sous les vêtements. Si

une lotion solaire est appliquée à la suite d'un insectifuge, l'efficacité des deux produits s'en trouve diminuée. De plus, l'application de DEET diminue d'environ 20 % l'efficacité des écrans solaires. Lorsqu'on fait usage d'une crème solaire et d'un insectifuge, il est donc conseillé d'utiliser une préparation de crème à facteur de protection solaire (FPS) de 30 et recommandé d'appliquer l'insectifuge de 30 à 45 minutes après l'application de l'écran solaire.

On doit utiliser le produit dans des endroits bien aérés et loin des aliments.

Lorsqu'on applique un insectifuge, il faut le noter au registre des médicaments prévu par le règlement et en informer le parent.

MESURES PRÉVENTIVES

On ne doit utiliser l'insectifuge que dans les périodes où les moustiques sont abondants ou si les environs de la garderie sont propices à la prolifération de moustiques et après avoir appliqué les mesures préventives suivantes.

Pour prévenir les piqûres d'insectes lors de sorties à l'extérieur, les enfants doivent :

- Porter un chandail à manches longues et un pantalon, idéalement fermés aux poignets et chevilles;
 - Porter des vêtements amples, de couleur pâle et faits de tissus tissés serré;
 - Porter des chaussures et des chaussettes;
 - Éviter l'usage de produits parfumés;
 - Éviter les sorties dans les périodes de la journée où les moustiques sont plus abondants, par exemple en début ou en fin de journée.
- Pour prévenir la prolifération des moustiques dans l'environnement, il faut :
- Éliminer les conditions propices à la reproduction des insectes en supprimant les sources d'eaux stagnantes;
 - Tourner à l'envers les objets qui ne sont pas remisés à l'intérieur tels les embarcations, les pataugeoires, les contenants de jardinage, les jouets d'enfants;
 - Couvrir les poubelles extérieures ou tout autre contenant pouvant accumuler de l'eau;
 - Remplacer l'eau ou assurer le traitement quotidien de l'eau de la piscine ou de la pataugeoire;

— Utiliser des moustiquaires dans les aires de jeux des enfants plus jeunes;

— Réparer les moustiquaires endommagées de la garderie le plus tôt possible.

Ce qu'il faut savoir

Les produits à base de DEET demeurent les insectifuges de choix et les plus efficaces contre une grande variété d'insectes; ceux qui ont une concentration de DEET inférieure à 10 % offrent une protection de deux à trois heures.

Quoique l'innocuité de ces produits soit prouvée, il n'en demeure pas moins que s'ils sont mal utilisés, ils peuvent présenter des risques, spécialement pour les enfants. Le DEET est en partie absorbé par la peau et peut ainsi se retrouver dans le sang. Il peut aussi s'accumuler dans les tissus adipeux, le cerveau et le cœur. Quelques cas d'intoxication ont été décrits dans la littérature. Les insectifuges risquent peu de nuire à la santé lorsqu'on les utilise avec discernement et de façon occasionnelle.

Appliquer l'insectifuge sur les vêtements (sauf les vêtements synthétiques ou les matières plastiques) peut être une façon de diminuer les risques de toxicité chez les enfants de plus de deux ans. Il faut par contre faire attention pour que l'enfant ne porte pas à sa bouche le vêtement imprégné d'insectifuge ou encore qu'il ne le touche et s'en mette accidentellement dans les yeux. Les produits à base de DEET sont très irritants pour les yeux.

Certains avantages et désavantages sont à noter et devront être pris en considération dans le choix du produit:

— Les insectifuges sous forme de lotion, de gel ou de crème sont généralement faciles à appliquer; il faut toutefois éviter d'en mettre en grande quantité.

— Les insectifuges en vaporisateur ou en aérosol exigent des précautions supplémentaires. On ne doit pas les appliquer dans des endroits fermés ou peu aérés afin d'éviter les inhalations nocives et ils ne doivent pas atteindre le visage ou les mains des enfants.

Ce qu'il faut faire

L'insectifuge doit toujours être appliqué par la personne autorisée à ce faire. Les enfants ne doivent jamais le faire eux-mêmes, quel que soit leur âge.

Lors de sorties avec les enfants, il faut:

— Appliquer les mesures préventives;

— Appliquer l'insectifuge en suivant les étapes suivantes:

– Expliquer à l'enfant, avec des mots simples, le lien entre la situation, l'application de l'insectifuge et le résultat escompté;

– Se laver les mains avant de manipuler le produit;

– Bien lire l'étiquette du produit avant l'application et s'assurer que la concentration de DEET est moindre que 10 % et que le produit ne contient pas d'écran solaire;

– De préférence, porter des gants pour l'application;

– Porter des gants à usage unique et les changer si un enfant présente des lésions cutanées (comme par exemple des piqûres d'insectes, souvent susceptibles de se surinfecter) afin d'éliminer les risques de transmission d'infections cutanées d'un enfant à l'autre;

– Mettre une petite quantité de produit dans la main, appliquer en petite quantité et seulement sur les régions exposées ou sur les vêtements, seulement sur la nuque et aux chevilles, dans la mesure du possible;

– S'assurer que l'enfant ne touche pas avec ses mains les régions où l'insectifuge a été appliqué. S'il le fait, il doit se laver les mains à l'eau savonneuse;

– Se laver les mains après avoir appliqué l'insectifuge à l'ensemble des enfants du groupe, et ce, même si on a porté des gants pour le faire.

Il faut laver la peau traitée au savon et à l'eau, en rentrant ou lorsque la protection n'est plus nécessaire. Cela est particulièrement important si on applique l'insectifuge à plusieurs reprises dans la même journée ou plusieurs journées consécutives.

FORMULAIRE D'AUTORISATION POUR L'APPLICATION D'UN INSECTIFUGE

Le parent n'est pas tenu de consentir à l'application du protocole. Toutefois s'il ne signe pas ce formulaire, l'insectifuge ne pourra être appliqué sur son enfant à moins que lui-même et un membre du Collège des médecins du Québec ne donnent leur autorisation par écrit. Il peut limiter la période de validité de l'autorisation en inscrivant la durée d'application à la rubrique prévue à cette fin.

J'autorise _____
(nom de la garderie)

à appliquer sur mon enfant, conformément au présent protocole, l'insectifuge vendu sous la marque commerciale suivante :

Marque de commerce, forme (lotion, crème, gel, vaporisateur ou aérosol) et concentration du produit actif DEET

Nom et prénom de l'enfant

Durée de l'autorisation

Signature du parent date

Ce protocole, préparé par le ministère de la Famille et de l'Enfance, a été approuvé par un groupe de travail composé de représentants du réseau de la santé et des services sociaux et des services de garde à l'enfance. L'information qu'il contient correspond à l'état des connaissances sur le sujet en 2002.

21. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

40061

Projet de règlement

Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés
(L.R.Q., c. M-5)

Matériaux de rembourrage et articles rembourrés — Modifications

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le «Règlement modifiant le Règlement sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés» dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à harmoniser les dispositions réglementaires québécoises avec celles de l'Ontario et du Manitoba, afin de permettre au Québec de se conformer pleinement aux engagements souscrits dans le cadre de l'Accord sur le commerce intérieur et de l'Entente du comité de négociation concernant l'harmonisation des lois et règlements dans le secteur du rembourrage.

Pour ce faire, il établit les modalités d'émission du nouveau permis d'artisan, introduit un nouveau modèle d'étiquette à l'intention des articles rembourrés de petite taille, modifie le format de l'inscription des étiquettes des modèles 1A et 1C et introduit de nouvelles normes pour le traitement des plumes et duvets.

L'adoption de ce projet de règlement rendra moins onéreuse l'obtention d'un permis par un travailleur autonome ou une PME du Québec qui fabrique, de façon artisanale, moins de 1 000 articles rembourrés par année.

L'adoption de ce projet de règlement n'aura pas d'impact sur les citoyens puisque toutes les dispositions assurant la protection de l'hygiène publique et des consommateurs sont maintenues.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur Richard Brouillet, 380, rue Saint-Antoine Ouest, 4^e étage, Montréal (Québec) H2Y 3Y7, par téléphone au numéro (514) 499-2199, poste 3322, par télécopieur au numéro (514) 499-2164 ou par courrier électronique à l'adresse richard.brouillet@mic.gouv.qc.ca

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 45 jours, à la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, 710, place D'Youville, 6^e étage, Québec (Québec) G1R 4Y4.

<p><i>La ministre des Finances, de l'Économie et de la Recherche,</i> PAULINE MAROIS</p>	<p><i>La ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce,</i> LUCIE PAPINEAU</p>
--	---

Règlement modifiant le Règlement sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés*

Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés
(L.R.Q., c. M-5, a. 38, par. a, b, d, f et h)

1. L'article 2 du Règlement sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés est remplacé par le suivant :

«**2.** Une demande de permis doit être faite selon le formulaire prévu à l'annexe 1, 1.1 ou 1.2 et adressée à l'inspecteur en chef au plus tard 60 jours avant la date d'expiration de ce permis lorsqu'il s'agit d'un renouvellement. »

* La dernière modification au Règlement sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (R.R.Q. 1981, c. M-5, r.1) a été apportée par la décision ministérielle du 26 décembre 1990 (1990, G.O. 2, 4608). Pour les modifications antérieures, voir le «Tableau des modifications et Index sommaire», Éditeur officiel du Québec, 2002, à jour au 1^{er} septembre 2002.